

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2794

[S - C - 98/27581]

**24 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration
de l'Agence wallonne à l'Exportation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 6;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation en date du 16 juillet 1998;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation, figurant en annexe.

Art. 2. Le Ministre du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Annexe

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATIONCHAPITRE Ier. — *Présidence et vice-présidences*

Article 1^{er}. La présidence et la première vice-présidence du conseil d'administration sont exercées en alternance tous les deux ans par un représentant des organisations professionnelles et un représentant des organisations de travailleurs. La seconde vice-présidence est exercée par un représentant du Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Convocations*

Art. 2. § 1^{er}. Le président convoque les membres du conseil d'administration ainsi que les personnes qui assistent de droit aux réunions avec voix consultative.

Le conseil d'administration se réunit à chaque fois que les intérêts de l'Agence l'exigent et au moins une fois par trimestre.

§ 2. Le président fixe la date et l'heure des séances après consultation du directeur général.

§ 3. Le président est en outre tenu de réunir le conseil d'administration :

- soit à la demande du Gouvernement;
- soit à la demande d'un quart des membres effectifs du conseil;
- soit à la demande du directeur général.

Art. 3. La convocation est adressée aux membres du conseil d'administration au moins huit jours avant la réunion. Elle énonce l'ordre du jour de la réunion. Les convocations sont envoyées à l'adresse notifiée par les membres au secrétariat du conseil. Elles indiquent le lieu et l'heure de la réunion. Le délai de huit jours peut être réduit à trois jours en cas d'urgence.

Art. 4. L'ordre du jour est fixé par le président sur proposition du directeur général.

L'ordre du jour est accompagné d'une note de synthèse préparatoire pour chaque point. S'il échet, un projet de décision est présenté.

CHAPITRE III. — *Lieu de réunion*

Art. 5. Le conseil d'administration se réunit dans les locaux de l'Agence. Dans des cas exceptionnels, il peut se réunir en tout autre lieu.

CHAPITRE IV. — *Assistance aux réunions*

Art. 6. La présence aux réunions est obligatoire. En cas d'empêchement, le membre en informe le président. Le membre empêché peut donner procuration à un autre membre pour le représenter, prendre part aux délibérations et voter en son nom. Un membre ne pourra être porteur que d'une seule procuration.

Art. 7. En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le premier vice-président et, en cas d'absence de ce dernier, par le second vice-président.

Art. 8. Assistent aux réunions du conseil avec voix consultative :

- 1° les commissaires du Gouvernement;
- 2° le directeur général de l'Agence;
- 3° l'inspecteur général de l'Agence;
- 4° un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;
- 5° un représentant de l'organe de la Région wallonne chargé de la recherche d'investisseurs étrangers;
- 6° un représentant de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture;
- 7° un représentant du Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit à huis clos.

CHAPITRE V. — *Délibérations et votes*

Art. 10. Les membres du conseil d'administration ainsi que les personnes ayant voix consultative signent une liste de présence.

Art. 11. Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié au moins de ses membres avec voix délibérative sont présents ou représentés, dont au moins le président ou un des vice-présidents.

Si, après une convocation régulière, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la réunion fixée par une seconde convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les projets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 12. Le président du conseil d'administration ouvre, dirige et clôt les débats; il accorde, refuse ou retire la parole.

Il assure le bon fonctionnement de la réunion, maintient l'ordre et fait observer le règlement.

Art. 13. Les points inscrits à l'ordre du jour sont examinés dans l'ordre où ils y figurent. Cet ordre peut cependant être modifié moyennant l'assentiment du conseil d'administration.

Art. 14. Le directeur général présente chacun des points inscrits à l'ordre du jour et formule des propositions de décision. Il peut se faire assister de membres du personnel de l'Agence. Des experts extérieurs peuvent également être invités aux réunions du conseil d'administration en fonction de l'ordre du jour.

Art. 15. Tout membre a le droit de proposer des amendements aux projets de décision qui sont soumis au conseil. Dans la mesure du possible, ceux-ci sont introduits par écrit et remis au président avant la réunion. Les commissaires du Gouvernement peuvent également faire usage de ce droit.

Art. 16. Toute délibération relative à un des points figurant à l'ordre du jour peut être ajournée par décision du conseil d'administration.

Art. 17. § 1^{er}. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres ayant voix délibérative. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 2. Les votes ont lieu à main levée. Le membre qui s'abstient peut motiver son abstention. Elle est actée au procès-verbal.

Lorsque l'unanimité n'a pu se faire lors d'un vote, l'avis motivé de la minorité est, à la demande de celle-ci, acté au procès-verbal de la réunion.

§ 3. Sauf disposition légale ou réglementaire contraire, le conseil d'administration peut, pour les questions de personnes, décider de voter par scrutin secret.

CHAPITRE VI. — *Consultations du Gouvernement*

Art. 18. Le conseil d'administration émet un avis sur tout avant-projet de décret ou de règlement susceptible de modifier les missions de l'Agence ou leur application.

Cet avis est rendu dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de l'avant-projet.

CHAPITRE VII. — *Procès-verbaux*

Art. 19. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration désigne un secrétaire parmi les membres du personnel de l'Agence. Celui-ci établit un projet de procès-verbal qui est adressé aux membres du conseil d'administration dans les huit jours ouvrables qui suivent la réunion. Le procès-verbal indique les noms des membres présents, les noms des membres qui se sont fait excuser ou ont quitté les travaux en cours de réunion, ainsi que les noms des personnes présentes avec voix consultative et celles qui ont été entendues lors de l'examen de certains points de l'ordre du jour.

Le procès-verbal relate les décisions prises.

Art. 20. Le conseil d'administration arrête le texte définitif du procès-verbal lors de la réunion suivante.

Le conseil d'administration peut, en cas d'urgence, approuver en séance le procès-verbal en tout ou en partie.

Les procès-verbaux du conseil d'administration sont confidentiels.

Art. 21. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et le directeur général. Ils sont conservés au secrétariat du conseil d'administration.

Art. 22. Les membres du conseil d'administration, en ce compris ceux qui y assistent avec voix consultative, ont en tout temps le droit de consulter les procès-verbaux.

Art. 23. Les extraits des procès-verbaux sont certifiés conformes par le directeur général.

CHAPITRE VIII. — *Exécution et publication des décisions*

Art. 24. L'exécution des décisions du conseil d'administration est confiée au directeur général.

L'exécution se fait sans attendre l'approbation du procès-verbal, sauf pour les points dont le conseil a décidé d'en différer l'exécution jusqu'après l'approbation du procès-verbal.

CHAPITRE IX. — *Droits et devoirs des membres du conseil d'administration*

Art. 25. Il est interdit aux membres du conseil d'administration d'être présents à la délibération sur les objets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel.

Art. 26. Les membres et personnes ayant pris part aux réunions sont tenus de conserver le secret sur les délibérations.

CHAPITRE X. — *Groupes de travail*

Art. 27. Le conseil d'administration peut créer en son sein des groupes de travail chargés d'étudier des questions déterminées. Il en arrête la composition et les modalités de fonctionnement.

Bruxelles, le 16 juillet 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 1998 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation.

Namur, le 24 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2794

[S - C - 98/27581]

**24. SEPTEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Genehmigung
der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der « Agence wallonne à l'Exportation »
(Wallonische Exportagentur)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der « Agence wallonne à l'Exportation », insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der « Agence wallonne à l'Exportation » vom 16. Juli 1998;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt die in der Anlage angeführte allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der « Agence wallonne à l'Exportation ».

Art. 2 - Der Minister des Außenhandels wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. September 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

ALLGEMEINE DIENSTORDNUNG DES VERWALTUNGSRATS
DER « AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION »

KAPITEL I. — *Vorsitz und stellvertretender Vorsitz*

Artikel 1 - Der Vorsitz und der erste stellvertretende Vorsitz des Verwaltungsrats werden abwechselnd alle zwei Jahre von einem Vertreter der Berufsorganisationen und von einem Vertreter der Arbeitnehmerorganisationen geführt. Der zweite stellvertretende Vorsitz wird von einem Vertreter der Regierung geführt.

KAPITEL II. — *Einberufung*

Art. 2 - § 1. Der Vorsitzende lädt die Mitglieder des Verwaltungsrats zu den Sitzungen, sowie auch diejenigen Personen, die den letzteren von Rechts wegen mit beratender Stimme beiwohnen.

Der Verwaltungsrat tritt jedesmal zusammen, wenn es die Interessen der Agentur erfordern und mindestens einmal im Trimester.

§ 2. Der Vorsitzende legt das Datum und die Uhrzeit der Sitzungen fest, nachdem der Generaldirektor zu Rate gezogen wurde.

§ 3. Der Vorsitzende ist außerdem dazu verpflichtet, den Verwaltungsrat entweder

- auf Antrag der Regierung,
- auf Antrag eines Viertels der effektiven Mitglieder des Rats,
- oder auf Antrag des Generaldirektors einzuberufen.

Art. 3 - Die Einberufung wird mindestens acht Tage vor der Sitzung an die Mitglieder des Verwaltungsrats gerichtet. Sie enthält die Tagesordnung der Sitzung. Die Einberufungsschreiben werden an die Adresse gesandt, die dem Sekretariat des Rats von den Mitgliedern zugestellt wurde. Sie geben den Ort und die Uhrzeit der Sitzung an. Die achttägige Frist kann in Dringlichkeitsfällen auf drei Tage herabgesetzt werden.

Art. 4 - Die Tagesordnung wird vom Vorsitzenden auf Vorschlag des Generaldirektors festgelegt.

Der Tagesordnung wird eine zusammenfassende Anmerkung zur Vorbereitung über jeden Punkt beigefügt. Gegebenenfalls wird der Entwurf eines Entschlusses vorgelegt.

KAPITEL III. — *Tagungsort*

Art. 5 - Der Verwaltungsrat versammelt sich in den Räumen der Agentur. In Ausnahmefällen kann er auch an irgendeinem anderen Ort zusammentreten.

KAPITEL IV. — *Teilnahme an den Sitzungen*

Art. 6 - Die Anwesenheit bei den Sitzungen ist Vorschrift. Im Verhinderungsfall wird der Vorsitzende von dem Mitglied informiert. Das verhinderte Mitglied kann einem anderen Mitglied die Vollmacht zu seiner Vertretung, seiner Teilnahme an den Beratungen und zu der Abstimmung in seinem Namen erteilen. Ein Mitglied kann lediglich Inhaber einer einzigen Vollmacht sein.

Art. 7 - Im Verhinderungsfall des Vorsitzenden werden dessen Zuständigkeiten von dem ersten stellvertretenden Vorsitzenden, und falls letzterer abwesend ist, von dem zweiten stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen.

Art. 8 - Folgende Personen wohnen den Sitzungen des Rats mit beratender Stimme bei :

- 1° die Kommissare der Regierung;
- 2° der Generaldirektor der Agentur;
- 3° der Generalinspektor der Agentur;
- 4° ein Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der wallonischen Region;
- 5° ein Vertreter des mit der Suche ausländischer Investoren beauftragten Organs der Wallonischen Region;
- 6° ein Vertreter des « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus);

7° ein Vertreter des Generalsekretariats des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 9 - Der Verwaltungsrat tritt unter Ausschluß der Öffentlichkeit zusammen.

KAPITEL V. — *Beratung und Abstimmung*

Art. 10 - Die Mitglieder des Verwaltungsrats sowie die Personen mit beratender Stimme unterzeichnen eine Anwesenheitsliste.

Art. 11 - Der Verwaltungsrat ist beschlußfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder mit beschließender Stimme, und unter ihnen zumindest der Vorsitzende oder einer der stellvertretenden Vorsitzenden, anwesend oder vertreten sind.

Falls der Verwaltungsrat nach einer ordnungsmäßigen Einberufung nicht an der Zahl war, so wird er bei einer durch eine zweite Einberufung festgelegten Sitzung über die Entwürfe beschlußfähig, die zweimal hintereinander auf die Tagesordnung gesetzt wurden, welche auch immer die Anzahl der anwesenden Mitglieder sein mag.

Art. 12 - Der Vorsitzende des Verwaltungsrats eröffnet, leitet und schließt die Verhandlungen; er erteilt, verweigert oder entzieht das Wort.

Er gewährleistet den reibungslosen Ablauf der Sitzung, erhält die Ordnung aufrecht und sorgt dafür, daß die Regeln beachtet werden.

Art. 13 - Die in der Tagesordnung aufgenommenen Punkte werden in der Reihenfolge untersucht, in der sie dort aufgeführt sind. Diese Reihenfolge kann jedoch mit der Einwilligung des Verwaltungsrats geändert werden.

Art. 14 - Der Generaldirektor unterbreitet jeden der in der Tagesordnung aufgenommenen Punkte und formuliert die Beschlußvorschläge. Er kann sich dabei von Personalmitgliedern der Agentur assistieren lassen. Je nach der Tagesordnung können ebenfalls auswärtige Experten zu den Sitzungen des Verwaltungsrats geladen werden.

Art. 15 - Jedes Mitglied verfügt über das Recht, Abänderungsvorschläge zu den Beschlüssen vorzulegen, die dem Rat unterbreitet werden. Im Rahmen des Möglichen werden diese schriftlich eingereicht und dem Vorsitzenden vor der Sitzung übermittelt. Die Kommissare der Regierung können dieses Recht ebenfalls in Anspruch nehmen.

Art. 16 - Jede Beratung bezüglich eines der in der Tagesordnung aufgenommenen Punkte kann durch Beschluß des Verwaltungsrats vertagt werden.

Art. 17 - § 1. Die Beschlüsse werden nach der Mehrheit der Stimmen der Mitglieder mit beschließender Stimme gefaßt. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 2. Die Abstimmungen erfolgen durch Handzeichen. Das Mitglied, das sich der Stimme enthält, kann seine Stimmhaltung begründen. Diese wird im Protokoll festgehalten.

Falls die Einstimmigkeit während der Abstimmung nicht erzielt werden konnte, wird die begründete Stellungnahme der Minderheit im Protokoll der Sitzung festgehalten.

§ 3. Unter Vorbehalt einer gegensätzlichen ordnungsmäßigen oder gesetzlichen Bestimmung kann der Verwaltungsrat in Angelegenheiten, bei denen es sich um Personen handelt, sich für die geheime Abstimmung entscheiden.

KAPITEL VI. — *Beratung der Regierung*

Art. 18 - Der Verwaltungsrat gibt über jeden Vorentwurf eines Dekrets oder einer Regelung, durch den die Aufgaben der Agentur oder deren Durchführung abgeändert werden können, sein Gutachten ab.

Dieses Gutachten wird innerhalb eines Monats ab dem Tag, an dem der Vorentwurf versandt wurde, abgegeben.

KAPITEL VII. — *Protokoll*

Art. 19 - Auf Vorschlag des Generaldirektors ernannt der Verwaltungsrat einen Sekretär unter den Personalmitgliedern der Agentur. Dieser erstellt einen Protokollentwurf, der innerhalb von acht Werktagen, die auf die Sitzung folgen, an die Mitglieder des Verwaltungsrats gerichtet werden. In dem Protokoll werden die Namen der anwesenden Mitglieder, die Namen der entschuldigten Mitglieder oder derjenigen, die die Arbeiten während der Sitzung aufgegeben haben, sowie die Namen der anwesenden Personen mit beratender Stimme und derjenigen, die bei der Untersuchung bestimmter Punkte der Tagesordnung angehört wurden, angegeben.

In dem Protokoll werden die gefaßten Beschlüsse vermerkt.

Art. 20 - Der Verwaltungsrat setzt den endgültigen Wortlaut des Protokolls im Laufe der folgenden Sitzung fest. In Dringlichkeitsfällen kann der Verwaltungsrat das Protokoll während der Sitzung vollständig oder teilweise genehmigen.

Die Protokolle des Verwaltungsrats sind vertraulich.

Art. 21 - Die genehmigten Protokolle werden von dem Vorsitzenden und von dem Generaldirektor unterzeichnet. Sie werden im Sekretariat des Verwaltungsrats aufbewahrt.

Art. 22 - Die Mitglieder des Verwaltungsrats, einschließlich derjenigen, die den Sitzungen mit beratender Stimme beiwohnen, haben jederzeit ein Recht auf Einsicht in die Protokolle.

Art. 23 - Die Auszüge der Protokolle werden von dem Generaldirektor gleichlautend beglaubigt.

KAPITEL VIII. — *Durchführung und Veröffentlichung der Beschlüsse*

Art. 24 - Die Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats wird dem Generaldirektor anvertraut.

Die Durchführung erfolgt, ohne daß die Genehmigung des Protokolls abgewartet werden muß, mit Ausnahme derjenigen Punkte, für die der Rat entschlossen hat, deren Durchführung bis nach der Genehmigung des Protokolls aufzuschieben.

KAPITEL IX. — *Rechte und Pflichten der Mitglieder des Verwaltungsrats*

Art. 25 - Den Mitgliedern des Verwaltungsrats ist die Anwesenheit bei den Beratungen über diejenigen Angelegenheiten untersagt, aus denen sie entweder persönlich oder als Geschäftsträger, Verwaltungsratsmitglied oder Personalmitglied direkt einen eigenen Nutzen ziehen können.

Art. 26 - Die Mitglieder und die Personen, die an den Sitzungen teilgenommen haben, sind verpflichtet, die Beratungen geheimzuhalten.

KAPITEL X. — *Arbeitsgruppen*

Art. 27 - Der Verwaltungsrat kann innerhalb seines Rahmens Arbeitsgruppen bilden, die mit der Untersuchung bestimmter Fragen beauftragt werden. Er legt deren Zusammensetzung und Arbeitsweise fest.

Brüssel, den 16. Juli 1998.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. September 1998 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der « Agence wallonne à l'Exportation » beigefügt zu werden.

Namur, den 24. September 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2794

[S - C - 98/27581]

24 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het « Agence wallonne à l'Exportation », inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van het « Agence wallonne à l'Exportation » van 16 juli 1998;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Het bijgaande huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het « Agence wallonne à l'Exportation » wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 september 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN DE RAAD VAN BESTUUR
VAN HET « AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION »

HOOFDSTUK I. — *Voorzitterschap en ondervoorzitterschap*

Artikel 1. Het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap van de raad van bestuur worden om de twee jaar beurtelings uitgeoefend door een vertegenwoordiger van de beroepsorganisaties en een vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties. Het tweede voorzitterschap wordt uitgeoefend door een vertegenwoordiger van de Regering.

HOOFDSTUK II. — *Oproepingen*

Art. 2. § 1. De voorzitter roept de leden van de raad van bestuur op, alsook de personen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen.

De raad van bestuur vergadert telkens als de belangen van het Agentschap het vereisen, en minstens één keer per trimester.

§ 2. De voorzitter bepaalt de datum en het uur van de zittingen in overleg met de directeur-generaal.

§ 3. Bovendien is de voorzitter ertoe gehouden de raad van bestuur bijeen te roepen :

- hetzij op verzoek van de Regering;
- hetzij op verzoek van één kwart van de gewone leden van de raad;
- hetzij op verzoek van de directeur-generaal.

Art. 3. De oproepingen worden ten minste acht dagen vóór de vergadering verzonden aan de leden van de raad van bestuur. Daarin wordt de agenda van de vergadering wordt vermeld. De oproepingen worden verzonden aan het adres dat de leden aan het secretariaat van de raad hebben medegedeeld. De plaats en het uur van de vergadering staan in de oproepingen vermeld. In spoedgevallen kan de termijn van acht dagen tot drie dagen ingekort worden.

Art. 4. Op de voordracht van de directeur-generaal bepaalt de voorzitter de agenda.

Voor elk punt wordt een voorbereidende samenvattende nota bij de agenda gevoegd. In voorkomend geval wordt een ontwerp van beslissing ingediend.

HOOFDSTUK III. — *Vergaderplaats*

Art. 5. De raad van bestuur vergadert in de lokalen van het Agentschap. In uitzonderingsgevallen kan hij waar dan ook vergaderen.

HOOFDSTUK IV. — *Deelname aan de vergaderingen*

Art. 6. De aanwezigheid op de vergaderingen is verplicht. In geval van verhindering geeft het lid er kennis van aan de voorzitter. Het lid kan een ander lid volmacht geven om hem te vertegenwoordigen, aan de vergaderingen deel te nemen en om in zijn naam te stemmen. Een lid mag slechts houder zijn van één volmacht.

Art. 7. Bij verhindering van de voorzitter worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de eerste ondervoorzitter en, bij afwezigheid van deze laatste, door de tweede ondervoorzitter.

Art. 8. De volgende personen nemen deel aan de vergaderingen van de raad met raadgevende stem :

1° de commissarissen van de Regering;

2° de directeur-generaal van het Agentschap;

3° de inspecteur-generaal van het Agentschap;

4° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° een vertegenwoordiger van het orgaan van het Waalse Gewest dat met het vinden van buitenlandse investeerders belast is;

6° een vertegenwoordiger van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van land- en tuinbouw);

7° een vertegenwoordiger van het algemeen secretariaat van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 9. De raad van bestuur vergadert met gesloten deuren.

HOOFDSTUK V. — *Beraadslagingen en stemmingen*

Art. 10. De leden van de raad van bestuur en de personen die raadgevende stem hebben, tekenen een presentielijst.

Art. 11. De raad van bestuur beraadslaagt op geldige wijze als de helft van zijn leden met raadgevende stem aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden, waarvan minstens de voorzitter of één van de ondervoorzitters.

Indien de raad, na regelmatige bijeenroepingen, niet in voldoende aantal aanwezig is, zal hij, op de vergadering die na de tweede bijeenroeping belegd wordt, op geldige wijze beslissen over de punten die twee keer achtereenvolgend op de agenda komen te staan, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 12. De voorzitter van de raad van bestuur opent, leidt en sluit de debatten; hij geeft, weigert of ontnemt het woord.

Hij zorgt voor de goede werking van de vergadering en voor de inachtneming van het reglement en handhaaft de orde.

Art. 13. De agendapunten worden besproken in de volgorde waarin ze op de agenda voorkomen. Deze volgorde kan echter mits instemming van de raad van bestuur gewijzigd worden.

Art. 14. De directeur-generaal brengt verslag uit over alle agendapunten en licht beslissingsvoorstellen toe. Hij kan zich door personeelsleden van het Agentschap laten bijstaan. Externe deskundigen kunnen ook naar gelang van de agenda uitgenodigd worden op de vergaderingen van de raad van bestuur.

Art. 15. Elk lid heeft het recht om amendementen voor te stellen op de ontwerpen van beslissing die aan de raad worden overgelegd. Ze moeten, voor zover mogelijk, schriftelijk worden ingediend en vóór de vergadering aan de voorzitter overhandigd. De commissarissen van de Regering kunnen eveneens gebruik maken van dat recht.

Art. 16. Elke beraadslaging over één van de agendapunten kan uitgesteld worden bij besluit van de raad van bestuur.

Art. 17. § 1. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de leden die raadgevende stem hebben. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 2. De leden stemmen bij handopsteken. Het lid dat zich onthoudt, kan zijn onthouding motiveren. Ze wordt in de notulen vermeld.

Bij niet-eenparigheid van stemmen wordt het gemotiveerde advies van de minderheid op haar verzoek in de notulen van de vergadering vermeld.

§ 3. Behalve andersluidende wettelijke of verordeningsbepalingen kan de raad van bestuur voor persoonsgebonden aangelegenheden beslissen bij geheime stemming te stemmen.

HOOFDSTUK VI. — *Raadplegingen van de Regering*

Art. 18. De raad van bestuur brengt advies uit over elk voorontwerp van decreet of van reglement dat de opdrachten van het Agentschap of de toepassing ervan zou kunnen wijzigen.

Dit advies wordt binnen een termijn van één maand na zending van het voorontwerp uitgebracht.

HOOFDSTUK VII. — *Notulering*

Art. 19. Op de voordracht van de directeur-generaal wijst de raad van bestuur een secretaris aan onder de personeelsleden van het Agentschap. Deze laatste maakt een ontwerp van de notulen op dat binnen acht werkdagen na de vergadering wordt gericht aan de leden van de raad van bestuur. In de notulen wordt de naam vermeld van de aanwezige en verontschuldigde leden of van de leden die de vergadering vroegtijdig hebben verlaten, alsook de naam van de met raadgevende stem aanwezige personen en van degenen die bij de bespreking van sommige agendapunten verhoord werden.

In de notulen worden de genomen beslissingen vermeld.

Art. 20. De raad van bestuur stelt bij de volgende vergadering de definitieve tekst van de notulen vast.

In spoedgevallen kan de raad van bestuur de notulen geheel of gedeeltelijk in zitting goedkeuren.

De notulen van de raad van bestuur zijn vertrouwelijk.

Art. 21. De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter en de directeur-generaal ondertekend. Ze worden op het secretariaat van de raad van bestuur bewaard.

Art. 22. De leden van de raad van bestuur, met inbegrip van degenen die met raadgevende stem aan de vergaderingen deelnemen, hebben elk ogenblik het recht tot inzage in de notulen.

Art. 23. De uittreksels van de notulen worden door de directeur-generaal voor eensluidend verklaard.

HOOFDSTUK VIII. — *Tenuitvoerlegging en bekendmaking van de beslissingen*

Art. 24. De tenuitvoerlegging van de beslissingen van de raad van bestuur wordt aan de directeur-generaal opgedragen.

De beslissingen worden uitgevoerd zonder te wachten op de goedkeuring van de notulen, behalve voor de punten waarvoor de raad heeft besloten de tenuitvoerlegging tot na de goedkeuring van de notulen uit te stellen.

HOOFDSTUK IX. — *Rechten en plichten van de leden van de raad van bestuur*

Art. 25. De leden van de raad van bestuur mogen niet deelnemen aan de beraadslaging over aangelegenheden waarbij ze rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, bestuurder of personeelslid.

Art. 26. De leden en de personen die aan de vergaderingen deelnemen, moeten de beraadslagingen geheim houden.

HOOFDSTUK X. — *Werkgroepen*

Art. 27. De raad van bestuur kan uit zijn midden werkgroepen oprichten die belast worden met de behandeling van bepaalde punten. Hij bepaalt de samenstelling en de werkingswijze van de werkgroepen.

Opgemaakt te Brussel, op 16 juli 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het Besluit van de Waalse Regering van 24 september 1998 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van het « Agence wallonne à l'Exportation ».

Namen, 24 september 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON



F. 98 — 2795

[S - C - 98/27579]

9 JUILLET 1998

Arrêté ministériel portant création de la zone humide d'intérêt biologique des mares d'Arbrefontaine

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, notamment les articles 2 à 4 et 41;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997, notamment son article 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, émis le 21 avril 1998;

Vu l'avis favorable du collège échevinal de la commune de Lierneux, émis en date du 5 janvier 1998;

Considérant l'intérêt de conserver ce patrimoine naturel, tant d'un point de vue scientifique qu'écologique;

Considérant que le classement des mares leur confère un statut spécifique permettant de prendre des mesures adéquates pour leur protection et gestion,

Arrête :

Article 1^{er}. Les 2 ha 22 a de terrains, figurés au plan ci-annexé et cadastrés comme suit :

Commune de Lierneux - 3^{ème} Division - Section A - Arbrefontaine

N° de la mare	N° cadastral (partie)	Surface de la mare (en ha)	Surface de la mare y compris la zone de protection (en ha)
M2	47 a et 49	0,07	0,32
M11	26 et 27	0,04	0,28
M13	2b	0,11	0,41
M14	2b	0,08	0,35
M15	2b	0,04	0,25
M16	2b	0,02	0,20
M17	2b	0,01	0,16
M18	2b	0,04	0,25
TOTAL		0,41	2,22

appartenant à la commune de Lierneux, sont constitués en zone humide d'intérêt biologique.

Art. 2. Les opérations de gestion des mares seront effectuées conformément aux mesures relatives à la protection des sols hydromorphes (cf circulaire n° 2619 relative aux aménagements dans les bois soumis au régime forestier du 5 août 1997, chapitre 5, paragraphe 2.2. Vocation de protection de l'eau et des sols, pages 32 à 38).

Elles viseront à dégager et à effectuer la mise en lumière des mares ainsi qu'à obstruer leurs fossés de drainage.

Namur, le 9 juillet 1998.

G. LUTGEN